

Décret n ° 2002-97 /PRES/PM du 05 mars 2002 (JON°12 2002)

portant modalités d'indemnisation des personnes victimes de la violence en politique.

LE PRESIDENT DU FASO,

PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES ,

VU la Constitution ;

VU le décret n°2000-526/PRES/PM du 12 novembre 2000 portant nomination du Premier
Ministre ;

VU le décret n°2000-527/PRES/PM du 12 novembre 2000 portant composition du Gouvernement
du Burkina Faso ;

VU le décret n°97-468/PRES/PM du 31 octobre 1997 portant attributions des membres
du Gouvernement ;

VU le décret n°2001-275/PRES/PM du 08 juin 2001 portant création, organisation et
fonctionnement d'un fonds d'indemnisation des personnes victimes de la violence en politique ;

VU le décret n°2001-276/PRES/PM du 08 juin 2001 portant critères et conditions d'indemnisation
des personnes victimes de la violence en politique ;

Sur proposition du Premier Ministre ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 27 février 2002 ;

DECRETE

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : Le présent décret définit les modalités d'indemnisation des personnes victimes de la
violence en politique.

ARTICLE 2 : Les victimes visées à l'article 1 sont regroupées en deux catégories :

- les personnes ayant perdu la vie ;
- les personnes ayant subi divers préjudices.

ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret n°2001-276/PRES/PM du 08 juin 2001, l'indemnisation des personnes victimes de la violence en politique comprend deux composantes :

- une part fixe forfaitaire ;
- une part modulable.

CHAPITRE I I - DE L'INDEMNISATION DES AYANTS CAUSE DES VICTIMES AYANT PERDU LA VIE

ARTICLE 4 : Les ayants cause des victimes ayant perdu la vie ont droit à une indemnisation au titre de la réparation du préjudice moral qui constitue la part fixe forfaitaire et à une

indemnisation au titre des préjudices économiques, qui constituent la part modulable.

Section I - DE LA PART FIXE FORFAITAIRE

ARTICLE 5 : Le calcul de la part fixe forfaitaire prend en compte la réparation du préjudice

moral résultant des souffrances morale et psychologique éprouvées par les proches parents et du fait du décès de la victime.

ARTICLE 6 : Il est alloué une somme fixe forfaitaire de dix millions (10 000 000) Frs CFA à l'ensemble des ayants cause de chaque victime décédée et majorée ainsi qu'il suit :

- Pour chaque conjoint survivant1 500 000 Frs CFA
- Pour chaque enfant mineur au moment des faits.....1 500 000 Frs CFA
- Pour chaque enfant majeur1 000 000 Frs CFA
- Pour chaque ascendant1 000 000 Frs CFA

Section II - DE LA PART MODULABLE

ARTICLE 7 : Le calcul de la part modulable prend en compte la réparation du préjudice économique, constitué du manque à gagner financier ou matériel résultant du décès de la personne et éventuellement d'autres préjudices qu'auraient subis les ayants cause et en relation étroite avec le décès.

ARTICLE 8 : L'indemnité globale revenant aux ayants cause au titre des préjudices économiques est composé comme ci-dessous :

d'une part modulable ;

de frais funéraires ;

de frais d'aménagement de tombe.

ARTICLE 9 : La part modulable est fixée conformément au tableau ci-dessous :

| VICTIMES | AYANTS CAUSE | | | |
|--|--------------|--------------------|---------------|---------------|
| | Ascendant | Conjoint survivant | Enfant Mineur | Enfant Majeur |
| Groupe I -Officiers Généraux -Fonctionnaires catégorie P. -Particuliers (R.A.(1)≥5 000 000) | 2 500 000 | 5 000 000 | 5 000 000 | 3 000 000 |
| Groupe II -Officiers (2) -Fonctionnaires catégorie A -Particuliers (4 000 000<R.A>5 000 000) | 2 000 000 | 4 000 000 | 4 000 000 | 2 000 000 |
| Groupe III -Sous officiers supérieurs (3) -Particuliers (2 500 000<R.A.>4 000 000) | 1 500 000 | 3 000 000 | 3 000 000 | 2 000 000 |
| Groupe IV -Sous officiers subalternes (4) -Fonctionnaires catégorie B -Particuliers (1 500 000 <R.A>2 500 000) | 1 000 000 | 2 500 000 | 2 500 000 | 2 000 000 |
| | | | | |

| | | | | |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Groupe V - Militaires du rang (5) - Fonctionnaires catégorie C - Particuliers (1 000 000 < R.A < 1 500 000) | 1 000 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | 1 500 000 |
| Groupe VI - Fonctionnaires catégorie D et E - Particuliers (0 < R.A < 1 000 000) | 1 000 000 | 1 500 000 | 1 500 000 | 1 000 000 |

(1) revenus annuels.

(2) Colonel, Lieutenant Colonel, Commandant, Capitaine, Lieutenant, sous Lieutenant.

(3) Adjudant Chef Major, Adjudant Chef, Adjudant.

(4), Sergent Chef, Sergent.

(5) Caporal, Soldat de 1^{ère} classe, Soldat de 2^{ème} classe.

ARTICLE 10 : Il est alloué aux familles des victimes décédées les sommes forfaitaires de trois cent quarante cinq mille (345 000) Frs CFA pour les frais funéraires d'une part, et de cent mille (100 000) Frs CFA pour l'aménagement des tombes d'autre part.

CHAPITRE III- DE L'INDEMNISATION DES PERSONNES AYANT SUBI DIVERS PREJUDICES

-

ARTICLE 11 : Sont concernés par cette indemnisation les personnes victimes de séquestration, de coups et blessures, de spoliation, de vandalisme, de mesures administratives abusives ainsi que les « déguerpis de Bilibambili », et autres personnes pouvant justifier tous autres préjudices résultant de la violence en politique.

ARTICLE 12 : Les victimes visées à l'article 11 ci-dessus ont droit à une indemnisation au titre de la part modulable qui prend en compte les préjudices économiques et physiques.

L'indemnisation de ces victimes s'effectuera selon la nature du préjudice subi.

Section I - DU PREJUDICE ECONOMIQUE

ARTICLE 13 : Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2001-276/PRES/ PM du 8 juin 2001 portant critères et conditions d'indemnisation des personnes victimes de la violence en politique, « le préjudice économique est l'atteinte au patrimoine de la personne ayant entraîné des dégradations ou des pertes définitives d'éléments composant ce patrimoine. Il est déterminé par expertise d'un commissaire priseur ».

Paragraphe . 1 - Des coups et blessures

ARTICLE 14 : Sont concernées par cette indemnisation les personnes victimes de coups et blessures résultant de la violence en politique.

Cette indemnisation se décompose éventuellement comme suit :

- le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques ;
- l'indemnisation liée à l'incapacité temporaire ou permanente ;
- l'indemnisation liée à l'assistance d'une tierce personne ;
- l'indemnisation liée au préjudice de carrière.

A- Des frais médicaux et pharmaceutiques

ARTICLE 15 : Les frais médicaux et pharmaceutiques sont remboursés sur présentation de pièces Justificatives. A défaut, une somme forfaitaire sera versée à la victime après avis d'un expert.

Toutefois, leurs coûts ne sauraient excéder deux fois le tarif le plus élevé des hôpitaux publics et officines pharmaceutiques du Burkina.

Les frais futurs raisonnables et indispensables au maintien de l'état de santé de la victime postérieurement à la consolidation font l'objet d'une évaluation forfaitaire après avis d'un expert .

En cas d'évacuation sanitaire hors du Burkina, l'avis du conseil de santé est obligatoire.

B - De l'incapacité temporaire

ARTICLE 16 : La durée de l'incapacité temporaire est fixée par expertise médicale. En cas de perte de revenus, l'évaluation du préjudice est basée :

- pour les personnes salariées, sur le revenu net mensuel moyen (traitement, salaires, avantages ou primes de nature statutaire) perçu au cours des six mois précédant les faits incriminés ;
- pour les personnes non salariées disposant de revenus, sur les déclarations fiscales des deux dernières années précédant les faits incriminés ;
- pour les personnes majeures ne pouvant justifier de revenus, sur le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) mensuel.

Dans les deux premiers cas, l'indemnité mensuelle à verser est plafonnée à trois fois le SMIG annuel.

C - De l'incapacité permanente

-

ARTICLE 17 : Le préjudice lié à l'incapacité permanente n'est indemnisé que si le taux de cette incapacité est d'au moins 15%.

L'indemnité est calculée :

- pour les salariés en fonction de la perte réelle et justifiée du revenu mensuel ;
- pour les non salariés en fonction de la perte de revenus établis et justifiés.

Dans tous les cas, l'indemnité est plafonnée à sept (7) fois le montant du SMIG annuel.

D - De l'assistance d'une tierce personne

ARTICLE 18 : Toute victime présentant un taux d'incapacité permanente au moins égal à 80% peut prétendre à une indemnité pour assistance d'une tierce personne selon le barème indiqué à l'article 31 ci-dessous.

L'assistance doit faire l'objet d'une prescription médicale expresse confirmée par expertise.

L'indemnité allouée à ce titre est plafonnée à 25% de l'indemnité fixée pour l'incapacité permanent

E - Du préjudice de carrière

-

ARTICLE 19 : Le préjudice de carrière s'entend :

- soit de la perte de chance certaine d'une carrière à laquelle peut raisonnablement espérer un écolier, un élève ou un étudiant.
- soit de la perte de carrière subie par une personne déjà engagée dans la vie active.

Dans le premier cas, l'indemnité à allouer ne saurait dépasser douze mois de bourse officielle de la catégorie correspondante.

Dans le second cas, l'indemnité est limitée à six mois de revenus calculés et plafonnés dans les mêmes conditions que celles de l'incapacité temporaire.

Paragraphe 2 - Des victimes de vandalisme

ARTICLE 20 : Aux termes du présent décret, est considéré comme acte de vandalisme toute destruction de biens publics ou privés, consécutives à des manifestations à caractère politique ou réputées comme telles.

ARTICLE 21 : Les personnes victimes de vandalisme sont indemnisées au taux forfaitaire de 50% du montant total justifié.

Toutefois le montant de cette indemnisation ne saurait excéder la somme de cinquante millions (50 000 000) francs CFA.

Paragraphe 3 - Des victimes de spoliations

ARTICLE 22 : Aux termes du présent décret, la spoliation s'entend de la dépossession par la force et du fait de l'Etat ou de ses démembrements, de biens privés.

ARTICLE 23 : Les personnes victimes de spoliation sont indemnisées ainsi qu'il suit :

- par la restitution des biens spoliés s'ils existent ;
- le cas échéant, par l'allocation d'un taux forfaitaire de 75% de la valeur justifiée des biens spoliés ;

Toutefois, le montant de l'indemnisation ne saurait excéder la somme de cent millions
(100 000 000) francs CFA.

Paragraphe 4 - Des victimes de mesures administratives abusives

ARTICLE 24 : Aux termes du présent décret, sont considérés comme des victimes de mesures

administratives abusives, les agents de l'Etat et de ses démembrements dont la carrière a été brisée ou ayant subi des abus d'autorité pour des raisons politiques.

ARTICLE 25 : Les personnes victimes de mesures administratives abusives sont indemnisées ainsi qu'il suit :

par l'allocation d'un taux forfaitaire de 75% du montant justifié ;

par la prise d'actes administratifs de réparation s'il y a lieu après avis d'une commission ad'hoc.

Paragraphe 5 - Des déguerpis de Bilibambili

-

ARTICLE 26 : Les « déguerpis de Bilibambili » constituent une soixantaine d'habitants de l'ex- quartier Bilibambili de Ouagadougou qui ont subi un préjudice économique à l'occasion de leur indemnisation lors de leur déguerpissement du quartier.

ARTICLE 27 : Les «déguerpis de Bilibambili» ayant subi un préjudice économique sont indemnisés au taux forfaitaire de 75% du montant justifié.

Paragraphe 6 - Des cas spécifiques

ARTICLE 28 : Peut également prétendre à une indemnisation au titre du préjudice économique toute personne victime de la violence en politique et pouvant justifier d'une atteinte à son patrimoine et ayant entraîné des dégradations ou des pertes définitives d'éléments composant ce patrimoine.

ARTICLE 29 : Le montant de cette indemnisation ne saurait excéder 25% du montant justifié.

Toutefois il est plafonné à la somme de quinze millions (15 000 000) francs CFA.

Section II – DU PREJUDICE PHYSIQUE

ARTICLE 30 : Conformément à l'article 5 du décret n°2001-276/PRES/PM du 08 juin 2001, le préjudice physique est l'atteinte à l'intégrité corporelle ayant entraîné une réduction de la capacité physique de la victime. Le taux d'incapacité est fixé par expertise médicale.

Paragraphe 1 - Du préjudice physiologique

ARTICLE 31 : Aux termes du présent décret, est considéré comme préjudice physiologique toute atteinte au fonctionnement normal de l'organisme humain et à l'intégrité psychophysiologique.

ARTICLE 32 : Le montant de l'indemnisation est calculé suivant l'échelle des valeurs des points d'incapacité ci-dessous.

| VALEUR DU POINT D'INCAPACITE PERMANENTE (I.P) : en pourcentage du SMIG annuel | | | | | | | | |
|---|--------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| Age du blessé Taux d'IP En % | Moins de 15 ans | De 15 ans A 19 ans | De 20 ans A 24 ans | De 25 ans à 29 ans | De 30 ans à 39 ans | De 40 ans à 59 ans | De 60 ans à 69 ans | De 70 ans à plus |
| Moins de 5 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 5 | 5 |
| De 6 à 10 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 12 | 10 | 10 |
| De 11 à 15 | 14 | 14 | 14 | 14 | 14 | 12 | 10 | 10 |
| De 16 à 20 | 16 | 16 | 14 | 14 | 14 | 12 | 12 | 12 |
| De 21 à 30 | 17 | 17 | 16 | 16 | 16 | 14 | 14 | 12 |

| | | | | | | | | |
|-------------|----|----|----|----|----|----|----|----|
| De 31 à 40 | 18 | 18 | 17 | 17 | 16 | 14 | 14 | 13 |
| De 41 à 50 | 18 | 18 | 18 | 17 | 17 | 16 | 15 | 13 |
| De 51 à 70 | 19 | 19 | 19 | 18 | 18 | 17 | 16 | 14 |
| De 71 à 90 | 25 | 20 | 20 | 19 | 19 | 18 | 17 | 15 |
| De 91 à 100 | 29 | 24 | 24 | 22 | 22 | 20 | 19 | 18 |

Paragraphe 2 - Du préjudice esthétique et de la souffrance physique

ARTICLE 33 : Le préjudice esthétique s'entend de la persistance d'une disgrâce physique chez la victime blessée (cicatrices, déformations, mutilations...).

Le préjudice de la souffrance physique ou pretium doloris s'entend littéralement du prix de la douleur éprouvée par la victime.

ARTICLE 34 : Les personnes pouvant justifier d'un traitement ayant entraîné un préjudice esthétique et /ou une souffrance physique sont indemnisées selon le barème ci-dessous exprimé en pourcentage du SMIG annuel.

Chacun de ces préjudices ci-dessus définis, est indemnisé séparément selon le barème ci-dessous :

| | |
|-----------------------------|------|
| 1 – très léger : | 5% |
| 2 – léger : | 10% |
| 3 – modéré : | 20% |
| 4 – moyen : | 40% |
| 5 – assez important : | 60% |
| 6 – important : | 100% |
| 7 – très important : | 150% |
| 8 – exceptionnel : | 300% |

Section III – DE LA SEQUESTRATION

ARTICLE 35 : Aux termes du présent décret la séquestration s'entend de la détention arbitraire d'une personne pour des motifs politiques.

Les victimes détenues dans les structures pénitentiaires classiques ne peuvent prétendre à l'indemnisation que lorsqu'elles apportent la preuve d'un classement sans suite, d'un non lieu, d'un acquittement ou d'une révision de procès.

ARTICLE 36 : Le préjudice dû à la séquestration est indemnisé par l'application d'un taux journalier dégressif conformément aux tableaux ci-dessous :

des assignés à résidence surveillée

| Temps de séquestration | Taux journalier | Nbre de jours | Montant | Cumul |
|--------------------------|-----------------|---------------|-------------------|-------------------|
| De 01 jour à 30 jours | 5 000 Frs CFA | 30 | 150 000 Frs CFA | 150 000 Frs CFA |
| De 31 jours à 90 jours | 4 000 Frs CFA | 60 | 240 000 Frs CFA | 390 000 Frs CFA |
| De 91 jours à 180 jours | 3 000 Frs CFA | 90 | 270 000 Frs CFA | 660 000 Frs CFA |
| De 181 jours à 365 jours | 2 350 Frs CFA | 185 | 434 750 Frs CFA | 1 094 750 Frs CFA |
| Plus de 365 jours(3 ans) | 1 700 Frs CFA | 730 (3ans) | 1 241 000 Frs CFA | 2 335 750 Frs CFA |

b) Des détenus dans les structures pénitentiaires classiques (maisons d'arrêt et de correction, cellules de garde à vue des commissariats de police, et brigades de gendarmerie).

| Temps de séquestration | Taux journalier | Nbre de jours | Montant | Cumul |
|--------------------------|-----------------|---------------|-------------------|-------------------|
| De 01 jour à 30 jours | 7 500 Frs CFA | 30 | 225 000 Frs CFA | 225 000 Frs CFA |
| De 31 jours à 90 jours | 6 000 Frs CFA | 60 | 360 000 Frs CFA | 585 000 Frs CF |
| De 91 jours à 180 jours | 4 500 Frs CFA | 90 | 405 000 Frs CFA | 990 000 Frs CFA |
| De 181 jours à 365 jours | 3 500 Frs CFA | 185 | 647 500 Frs CFA | 1 637 500 Frs CFA |
| Plus de 365 jours(3 ans) | 2 500 Frs CFA | 730 (3ans) | 1 825 000 Frs CFA | 3 462 500 Frs CFA |

Des séquestrés dans d'autres lieux

| Temps de séquestration | Taux journalier | Nbre de jours | Montant | Cumul |
|--------------------------|-----------------|---------------|-------------------|-------------------|
| De 01 jour à 30 jours | 15 000 Frs CFA | 30 | 450 000 Frs CFA | 450 000 Frs CFA |
| De 31 jours à 90 jours | 12 000 Frs CFA | 60 | 720 000 Frs CFA | 1 170 000 Frs CF |
| De 91 jours à 180 jours | 9 000 Frs CFA | 90 | 810 000 Frs CFA | 1 980 000 Frs CFA |
| De 181 jours à 365 jours | 7 000 Frs CFA | 185 | 1 295 000 Frs CFA | 3 275 000 Frs CFA |
| Plus de 365 jours(3 ans) | 5 000 Frs CFA | 730 (3ans) | 3 650 000 Frs CFA | 6 925 000 Frs CFA |

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 37 : Le préjudice moral des personnes ayant subi divers préjudices s'entend de la souffrance résultant de l'atteinte à l'honneur et à la considération, au respect de la vie privée, subie par une personne par le fait d'un tiers.

ARTICLE 38 : Le préjudice visé à l'article 36 est indemnisé au franc symbolique pour ceux qui le demanderaient ou au taux forfaitaire de un pour cent (1%) du montant total des réparations des préjudices économique et /ou physique pour ceux qui chiffreraient leurs demandes.

ARTICLE 39 : L'indemnité totale (économique et physique) due aux blessés est majorée ainsi qu'il suit :

- d'un taux de deux pour cent (2%) pour ceux qui présentent un taux d'incapacité permanente inférieur à soixante pour cent (60%) ;
- d'un taux de dix pour cent (10%) pour ceux qui présentent un taux d'incapacité permanente supérieure ou égale à soixante pour cent (60%).

ARTICLE 40 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 05 mars 2002

Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre

Paramanga Ernest YONLI